

Les professionnels des medias burundais dans la rue pour réclamer plus de liberté

APA, 04-05-2011 Bujumbura (Burundi) - Les professionnels des médias burundais tant publics que privés ont célébré mardi la journée mondiale de la liberté de la presse, a constaté APA à Bujumbura, la capitale. Les activités de cette journée ont débuté par une longue marche de soutien à la liberté de la presse effectuée par les journalistes et encadrés par la police, ce qui a surpris beaucoup de gens car, beaucoup de manifestations sont interdites par le pouvoir en place. Au cours de cette manifestation pacifique, les journalistes portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire notamment « Kavumbagu est victime de l'absence de la liberté de l'opinion au Burundi ». D'autres pancartes des slogans destinés à la justice burundaise comme « l'indépendance de la magistrature au service de l'indépendance des médias ». La marche a conduit les journalistes jusqu'à la maison de la presse qui a abrité les cérémonies de la journée marquée par des allocutions du président de l'Union Burundaise des journalistes, du représentant du gouvernement en la personne du Chef de Cabinet du Deuxième Vice-président de la République et du Représentant du Secrétaire Exécutif des Nations Unies au Burundi. Le président de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ), M. Alexandre Niyungeko a indiqué que cette journée est une occasion de jeter un regard rétrospectif pour évaluer le pas franchi au niveau de la liberté de la presse. Dans ce contexte, il a fait remarquer que les médias burundais ont tiré profit des avancées technologiques de ces dernières années. En effet, a-t-il dit, on a assisté à la création des médias en ligne, la diffusion des informations en temps réel grâce notamment aux moyens de travail plus performants et plus rapides. Dans ce travail de promotion de la liberté de la presse, l'Union burundaise des journalistes a joué pleinement son rôle de garant de l'éthique et de la déontologie et de défenseur de la liberté de la presse. Cependant, malgré les acquis non négligeables, les relations entre les pouvoirs publics et les médias évoluent toujours en dents de scie. En disant cela, il faisait allusion à l'emprisonnement de Jean-Claude Kavumbagu. Par ailleurs, a-t-il ajouté, les nombreux cas de harcèlement, d'intimidations et de violences sur les journalistes sont tout autant de sujets d'inquiétudes. L'UBJ ne cesse de réclamer aux autorités compétentes la réforme de la loi pour permettre aux journalistes d'exercer leur métier en indépendance et dans les meilleures conditions possibles. Le président de l'UBJ a précisé que son organisation s'engage à rester auprès des professionnels des médias pour la défense de la liberté de la presse qui est un idéal commun et la promotion d'une presse libre et responsable. Pour sa part, le chef de cabinet du 1er vice-président de la République, M. Anicet Niyongabo, a indiqué que le gouvernement du Burundi est convaincu que la presse est un partenaire important pour la promotion de la démocratie. Pour ce faire a fait remarquer le chef de cabinet du premier vice-président, le gouvernement ne peut pas se soustraire à la liberté d'expression en général et de la liberté de la presse en particulier, outre, selon lui, le gouvernement du Burundi soutient la liberté de la presse en témoigne la cession de la villa qui abrite la maison de la presse. La représentante du Secrétaire Général des Nations Unies quant à elle n'a pas manqué de souligner combien cette organisation soutient cette liberté en appuyant les médias dans divers domaines. Elle a demandé au gouvernement de soutenir cette liberté incontournable dans la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance.